

216042-2026 - Mise en concurrence

France – Équipement de sécurité – Fourniture et installation de coffres forts avec serrures électroniques en back office et prestations associées

OJ S 62/2026 30/03/2026

Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Fournitures

1. Acheteur

1.1. Acheteur

Nom officiel: La Poste

Adresse électronique: amele.meziane@laposte.fr

Forme juridique de l'acheteur: Entreprise publique

Activité de l'entité adjudicatrice: Services postaux

2. Procédure

2.1. Procédure

Titre: Fourniture et installation de coffres forts avec serrures électroniques en back office et prestations associées

Description: La présence de fonds dans les bureaux de poste et autres points de contacts externes de La Poste nécessite d'y installer un ou plusieurs coffres forts. Le marché a pour objet la fourniture et l'installation de coffres-forts avec serrures électroniques en back office (zone arrière) des bureaux de poste et prestations associées, pour les besoins de la branche de La Poste "BGPN" (Branche Grand Public et Numérique), en France métropolitaine, Corse et dans les DROM. Le traitement des données personnelles de La Poste, y compris l'hébergement, la sauvegarde et/ ou la consultation devra impérativement être localisé au sein de l'Union Européenne(UE), d'un pays de l'Espace Economique Européen (EEE), d'un pays reconnu comme adéquat par l'Union Européenne.

Identifiant de la procédure: 9937eac2-1556-4191-b71f-4b3ff590c380

Avis précédent: 121905-2026

Type de procédure: Négociée avec publication préalable d'un appel à la concurrence / concurrentielle avec négociation

La procédure est accélérée: non

2.1.1. Objet

Nature principale du marché: Fournitures

Nomenclature principale (cpv): 35121000 Équipement de sécurité

2.1.2. Lieu d'exécution

Pays: France

N'importe où dans le pays donné

2.1.3. Valeur

Valeur estimée hors TVA: 9 000 000,00 EUR

2.1.4. Informations générales

Informations complémentaires: Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques (économiques/ financières ou techniques/ professionnelles), il doit : - Justifier

des capacités de ce ou ces opérateurs et - Apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié, notamment une attestation sur l'honneur de cet autre opérateur économique confirmant ses capacités et leur mise à disposition du candidat pendant l'exécution du marché. La demande de participation accompagnée des renseignements et documents demandés (sur questionnaire d'information ou sous format libre) devront être remis sur le Portail Fournisseurs (<https://e-sourcing.extra.laposte.fr>). En cas de difficulté, les candidats pourront contacter la cellule support au 02 72 65 29 10 ou mag.fournisseur@laposte.fr. Tous les documents demandés devront être remis avant la date et l'heure limites mentionnées dans l'avis. Le candidat souhaitant répondre via le DUME le remettra au format pdf et au format xml dans un ZIP. Conformément aux dispositions de articles R.2143-13 du Code de la commande publique, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements demandés dans le cadre du présent avis qui peuvent être obtenus via un système électronique de mise à disposition d'information administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique accessible gratuitement par La Poste et ses filiales. Dans ce cas, le candidat précisera dans le dossier de réponse toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace.

Base juridique:

Directive 2014/25/UE

2.1.6. Motifs d'exclusion

Sources des motifs d'exclusion: Avis

Motifs d'exclusion purement nationaux: La non remise des documents indiqués ci-dessus entraînera l'élimination du candidat. Le candidat remettra, sur la plate-forme Provigis (<https://www.provigis.com/>), les documents indiqués ci-dessous : 1/ son numéro unique d'identification 2/ s'il est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés 3/ une déclaration dûment datée et signée sur papier à en-tête du fournisseur, pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionné à l'article L.2141-1 et au 1° et 3° de l'article L.2141-4 du Code de la commande publique 4/ les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141-2 du Code de la commande publique, c'est-à-dire : - une attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF prouvant qu'il est à jour de ses cotisations et contributions sociales et attestant de la régularité de sa situation au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés. - une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA, de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu) 5/ le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L. 5221-2 du Code du travail, précisant pour chaque salarié, conformément à l'article D. 8254-2 du Code du travail, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Les candidats établis à l'étranger fournissent les pièces prévues aux articles D 8222-7 et D 8254-3 du code du travail. 6/ le cas échéant, les pièces prévues à l'article R.1263-12 du Code du Travail en cas de détachement de salariés. Si le candidat se présente en groupement, il fournira une lettre de constitution du groupement, signée par chacun de ses membres, précisant les dénomination, adresse, téléphone et adresse électronique de chacun des cotraitants, l'identité du mandataire, et les pouvoirs qui lui sont donnés. Chaque membre du groupement devra fournir l'ensemble des renseignements demandés à la présente rubrique.

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Titre: Lot 01 : Fourniture et installation de coffres forts avec serrures électroniques en back office et prestations associées

Description: La présence de fonds dans les bureaux de poste et autres points de contacts externes de La Poste nécessite d'y installer un ou plusieurs coffres forts. Le marché a pour objet la fourniture et l'installation de coffres-forts avec serrures électroniques en back office (zone arrière) des bureaux de poste, pour les besoins de la branche de La Poste "BGPN" (Branche Grand Public et Numérique). L'attributaire devra fournir différentes typologies de coffres, et notamment, un coffre principal, un coffre de transfert pour la livraison des fonds, un coffre de dépôt pour la mise en sécurité des fonds après la livraison par des convoyeurs, un coffre relais temporisé avec entrée tirelire destiné à stocker les fonds nécessaires pour la journée et mettre en sécurité les fonds déposés par les clients. La serrure électronique devra être proposée pour l'ensemble des coffres-forts. Outre la fourniture des coffres-forts précités, l'attributaire devra pourvoir réaliser les prestations associées suivantes : • La livraison, l'installation et le scellement des coffres-forts avec serrures électroniques • La maintenance des coffres forts et des serrures électroniques pendant et après la garantie (hotline, fourniture de pièces détachées, réparations, intervention sur site ...) • Le retrait, le déplacement sur un autre site, le stockage, la destruction ou le recyclage de coffres forts installés • La formation des techniciens à l'utilisation et la maintenance des serrures électroniques. La fourniture des coffres-forts et l'ensemble des prestations associées seront pour l'ensemble du territoire français, y compris la Corse et les DOM. Sans que cela n'engage La Poste, le volume de coffres commandé annuellement est estimé à 350 coffres. Le montant maximum de l'accord-cadre est fixé à 9 000 000 euros HT, sur la durée totale de l'accord-cadre, périodes de reconduction comprises. Le nombre d'attributaires envisagé pour ce lot est de : 1 attributaire. La durée de validité de l'offre doit être d'un an. Les échanges écrits et oraux du projet seront réalisés exclusivement en français.

5.1.1. Objet

Nature principale du marché: Fournitures

Nomenclature principale (cpv): 35121000 Équipement de sécurité

Options:

Description des options: Les options sont les périodes de reconductions du marché. Le marché sera conclu pour une durée ferme de vingt-quatre (24) mois, renouvelable par périodes de reconduction successives de douze (12) mois dans la limite de trois (3) fois sauf dénonciation dans les conditions prévues au contrat.

5.1.2. Lieu d'exécution

Pays: France

N'importe où dans le pays donné

5.1.3. Durée estimée

Durée: 1 826 Jours

5.1.4. Reconduction

Nombre maximum de reconductions: 0

5.1.6. Informations générales

Participation réservée:

La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): oui

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME): oui

Informations complémentaires: Il est précisé qu'une même entreprise ne pourra pas faire acte de candidature : - En candidat individuel et en tant que membre d'un ou plusieurs groupements Et/ou - En tant que membre de plusieurs groupements. La Poste retiendra les 6 candidats les mieux classés au regard des critères déterminés ci-dessous, sous réserve de l'obtention d'une note supérieure ou égale à 10/20.

5.1.9. Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Avis

Critère: Autres exigences économiques ou financières

Description du critère de sélection: Pérennité financière (Critère pondéré à 25%) : Le candidat devra fournir à La Poste, les liasses fiscales ou documents équivalents (c'est-à-dire bilans, comptes de résultats, annexes numérotées de 2050 à 2059 inclus et les rapports de gestion) des 3 derniers exercices disponibles. En cas de création récente, le candidat devra fournir tout autre justificatif de nature à démontrer sa capacité économique et financière.

Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à inviter pour la seconde étape de la procédure

Critère: Références sur des livraisons spécifiées

Description du critère de sélection: Références clients (Critère pondéré à 20%) : Le candidat présentera 3 références clients de moins de trois ans pour des fournitures équivalentes à celles objet du marché auquel il candidate, pour des clients ayant une organisation similaire à la Poste. À ce titre le candidat fournira pour chaque référence client: - nom de la société cliente - date du marché - durée du marché - intitulé et contenu du marché - montant annuel du marché en Euros HT Le candidat fournira pour chacun des marchés une attestation délivrée par le client (nom, qualité, coordonnées). À défaut, le candidat fournit une attestation sur l'honneur mentionnant ces mêmes informations, La Poste se réservant le droit d'en vérifier la réalité auprès du client.

Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à inviter pour la seconde étape de la procédure

Critère: Effectif moyen annuel

Description du critère de sélection: Effectifs (Critère pondéré à 20%) : Le candidat indiquera l'effectif moyen annuel auquel il a eu accès sur les trois dernières années, et précisera les effectifs dans le domaine de compétence du marché. Le candidat fournira la répartition détaillée des effectifs de son entreprise par fonction (Recherche et développement, production, commercialisation, installation/intégration, logistique, service après-vente). Le candidat précisera s'il dispose de l'effectif directement ou indirectement.

Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à inviter pour la seconde étape de la procédure

Critère: Outils, usines ou équipements techniques

Description du critère de sélection: Moyens matériels et techniques (Critère pondéré à 25%) : Le candidat décrira les moyens matériels et techniques dont il disposera pour l'exécution du marché, à savoir : - la capacité de production annuelle de coffres-forts dans le domaine concerné par le marché ; - l'outillage, le matériel et l'équipement technique, en précisant s'il en dispose directement ou en s'appuyant sur les capacités d'un autre opérateur ; - l'équipement technique et les mesures employées pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise dans le domaine concerné par le marché ; - les systèmes de

gestion et de suivi de la chaîne d'approvisionnement que le candidat pourra mettre en œuvre lors de l'exécution du marché ; - ses moyens logistiques ; - son système de gestion de qualité /SAV.

Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à inviter pour la seconde étape de la procédure

Critère: Certificats délivrés par des organismes indépendants concernant les systèmes ou normes de gestion environnementale

Description du critère de sélection: Certifications de gestion environnementale (Critère pondéré à 10%) : Le candidat fournit un certificat de qualité délivré par un organisme indépendant accrédité attestant qu'il se conforme aux systèmes ou aux normes de gestion environnementale suivants : - système de management environnemental et d'audit (EMAS) de l'Union européenne ; - ou tout autre système de gestion environnementale reconnu conformément à l'article 45 du règlement (CE) n° 1221/2009 ; - ou toutes autres normes de gestion environnementale fondées sur les normes européennes ou internationales en la matière élaborées par des organismes accrédités.

Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à inviter pour la seconde étape de la procédure

Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes:

La procédure se déroulera en plusieurs étapes. À chaque étape, certains candidats peuvent être éliminés

5.1.11. Documents de marché

L'accès à certains documents de marché est restreint

Justification de la restriction de l'accès à certains documents de marché: Questions relatives aux droits de propriété intellectuelle

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles: français

Des informations sur les documents restreints sont disponibles à l'adresse suivante: <https://e-sourcing.extra.laposte.fr>

5.1.12. Conditions du marché public

Conditions de soumission:

Soumission par voie électronique: Requise

Adresse de soumission: <https://e-sourcing.extra.laposte.fr>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)

Variantes: Non autorisée

Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres: Non autorisée

Description de la garantie financière: Le candidat devra fournir à La Poste avant la signature du contrat une attestation d'assurance (RC produit, RC exploitation, RC professionnelle).

Date limite de réception des demandes de participation/candidatures: 17/04/2026 12:00:00 (UTC+01:00) Heure de l'Europe centrale, heure d'été de l'Europe occidentale

Conditions du marché:

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Conditions relatives à l'exécution du contrat: Les conditions d'exécution du contrat sont décrites dans les documents du marché.

Un accord de confidentialité est requis: non

Facturation électronique: Non autorisée

La commande en ligne sera utilisée: non

Le paiement électronique sera utilisé: non

Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué:

Dans le cas où le marché serait attribué à un groupement, afin de sécuriser l'exécution du marché pendant toute sa durée, le groupement devra avoir la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Arrangement financier: - Financement du marché par les ressources propres de La Poste. - La Poste procède au paiement, sauf disposition légale contraire ou accord spécifique entre les parties, dans un délai de 60 jours à compter de la date d'émission de la facture. - L'Euro est l'unité monétaire choisie pour le paiement des prestations, fournitures ou travaux. - Les sous-traitants bénéficieront du paiement direct dans les conditions du Code de la Commande Publique.

5.1.15. Techniques

Accord-cadre:

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de candidats: 1

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours

Organisation chargée des procédures de médiation: Le Médiateur des entreprises

Organisation chargée des procédures de recours: Tribunal Judiciaire de Paris

Description des délais d'introduction des procédures de recours: Les personnes qui ont un intérêt à conclure le contrat et qui sont susceptibles d'être lésées par des manquements aux obligations de publicité et de mise en concurrence peuvent exercer un référé précontractuel (article 1441-1 à 1441-3-1 du code de procédure civile) avant la signature du contrat ou un référé contractuel (articles 1441-1 à 1441-3-1 du code de procédure civile) dans un délai de 31 jours suivant la publication de l'avis d'attribution au JOUE.

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché: La Poste

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché: La Poste

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours: Tribunal Judiciaire de Paris

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures: La Poste

Organisation qui traite les offres: La Poste

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Nom officiel: La Poste

Numéro d'enregistrement: 356000000

Adresse postale: 9 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA

Ville: PARIS

Code postal: 75015

Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)

Pays: France

Point de contact: Amèle MEZIANE

Adresse électronique: amele.meziane@laposte.fr

Téléphone: +33 6 27 37 25 83

Adresse internet: <https://www.laposte.fr>

Profil de l'acheteur: <https://e-sourcing.extra.laposte.fr>

Rôles de cette organisation:

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures

Organisation qui traite les offres

8.1. ORG-0002

Nom officiel: Tribunal Judiciaire de Paris

Numéro d'enregistrement: 17750111101763

Adresse postale: PARVIS DU TRIBUNAL DE PARIS

Ville: PARIS CEDEX 17

Code postal: 75859

Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)

Pays: France

Adresse électronique: tj-paris@justice.fr

Téléphone: +33 144325151

Adresse internet: <https://www.tribunal-de-paris.justice.fr>

Rôles de cette organisation:

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

8.1. ORG-0003

Nom officiel: Le Médiateur des entreprises

Numéro d'enregistrement: MEDiateur_ENTREPRISES

Adresse postale: 98 -102 RUE DE RICHELIEU

Ville: PARIS

Code postal: 75002

Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)

Pays: France

Adresse électronique: mediateur.des-entreprises@finances.gouv.fr

Téléphone: +33 100000000

Adresse internet: <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

Rôles de cette organisation:

Organisation chargée des procédures de médiation

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis: 36a5b606-bbb5-4726-9ab1-d200fb5c084d - 01

Type de formulaire: Mise en concurrence

Type d'avis: Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Sous-type d'avis: 17

Date d'envoi de l'avis: 27/03/2026 09:00:39 (UTC+00:00) Heure de l'Europe occidentale, GMT

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français

Numéro de publication de l'avis: 216042-2026

Numéro de publication au JO S: 62/2026

